

Arrêté n° PCICP2022095-0001

Installations classées pour la protection de l'environnement

—
Société SOUFFLET AGRICULTURE

Commune de FONTAINE-MACON

—
Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la modification des conditions de stockage et la
demande de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510

VERSION PUBLIQUE

—
Le préfet de l'Aube
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant notamment la désignation de la rubrique 1510 et les seuils associés ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017, notamment son annexe V-III. ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 autorisant la société Soufflet Agriculture à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune de Fontaine-Mâcon ;

VU la demande de l'exploitant du 20 décembre 2021 à bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique 1510 relative aux entrepôts couverts ;

VU le porter à connaissance de modification notable, transmis par la société Soufflet Agriculture le 6 janvier 2022, concernant la modification des conditions de stockage, l'abandon du projet de cellules de stockage de semences et le dossier joint ;

VU le rapport et les propositions en date du 9 février 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier recommandé avec accusé de réception du 26 février 2022 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriers des 9 et 17 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT que les cellules de stockage de semences et le troisième bassin de la réserve incendie n'ont jamais été construits ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a démontré que les deux bassins de 500 m³ constituant la réserve incendie sont suffisamment dimensionnés pour couvrir les besoins ;

CONSIDÉRANT que la société SOUFFLET AGRICULTURE demande à bénéficier du droit acquis pour la rubrique 1510, aujourd'hui en vigueur, pour poursuivre ses activités régulièrement mises en service ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification, objet du porter-à-connaissance mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens des dispositions de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les dispositions des articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions antérieures et de les compléter au regard de la mise en place d'un dispositif d'extinction automatique de mousse dans le hall de réception ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Sommaire

TITRE I - Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1 : Identification.....	3
Article 2 : Classement au titre des installations classées.....	3
Article 3 : Statut de l'établissement.....	5
Article 4 : Définitions.....	5
Article 5 : Description du site.....	6

TITRE II - Prévention des risques technologiques

Article 6 : Inventaire des produits présents dans l'établissement.....	6
Article 7 : Bâtiments et locaux.....	6
Article 8 : Surveillance et détection des zones de dangers.....	8
Article 9 : Définition générale des moyens.....	8
Article 10 : Moyens de lutte contre l'incendie.....	9
Article 11 : Rétentions.....	10
Article 12 : Plan d'opération interne.....	10

TITRE III – Abrogations

Article 13 : Abrogations.....	11
-------------------------------	----

TITRE IV – Publicité et exécution

Article 14 : Notification de l'arrêté et publicité.....	11
Article 15 : Exécution.....	11

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1 : IDENTIFICATION

La société Soufflet Agriculture, dont le siège social est situé quai du Général Sarrail BP12 à Nogent-Sur-Seine (10402), est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Fontaine-Mâcon, RD68, les installations détaillées dans les articles suivants, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : CLASSEMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021197-0001 du 16 juillet 2021 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les rubriques ICPE de type 4XXX sont reportées en annexe confidentielle (ANNEXE 1).

N°	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ , mais inférieur à 300 000 m ³	Volume de l'IPD * : 52 400 m ³ Quantité de matières combustibles ≤ 4 225 t	E
2910	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : Inférieure à 2 MW	Chaudière fioul de mise hors gel des produits gélifs Puissance : 0,5 MW	Non classé
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance : 60 kW	D

N°	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime
4130	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t</p>	Quantité ≥ 50 t	A
4140	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	Quantité ≥ 50 t	A
1436	<p>Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	Quantité comprise entre 100 t et 1 000 t	E
4331	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>		
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t</p>	Quantité ≥ 100 t	A

N°	Désignation de la rubrique	Caractéristiques de l'installation et volumes autorisés	Régime
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t	Quantité \geq 50 t	A
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite : a) Supérieure ou égale à 2 500 t b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	1 cuve enterrée de 30 m ³ de fioul (chauffage) soit 25,2 t	Non classé

A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration

(*) L'entrepôt et le stockage extérieur de palettes de 100 m³ forment une seule installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage (IPD).

Article 3 : STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement relève du statut « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est SEVESO seuil haut par dépassement direct d'un seuil, tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour les rubriques précisées en annexe confidentielle (ANNEXE 1).

Article 4 : DÉFINITIONS

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les différentes parties du bâtiment dénommées dans le présent arrêté sont :

- les « cellules de stockage » : cellules de stockage des produits agropharmaceutiques ;
- la « cellule d'entreposage » des palettes et des consommables ;
- le hall de réception (ou quais de chargement – déchargement) ;
- les « locaux techniques » : local incendie, local froid, chaufferie, local électrique, local de charge des batteries, local produits endommagés ;
- les « bureaux et locaux du personnel » : bureaux, local chauffeurs, local fournitures, vestiaires/sanitaires/salle de repos, local archives.

Article 5 : DESCRIPTION DU SITE

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement est constitué d'un seul bâtiment d'environ 7 000 m², comportant sur un seul niveau (pas d'étage) :

- 9 cellules de stockage de produits agropharmaceutiques :
 - 8 cellules de 500 tonnes dont 1 cellule de stockage de produits "inflammables" et 1 cellule de stockage de produits "très toxiques",
 - 1 cellule de stockage de produits "très toxiques" de 50 tonnes ;
- 1 cellule pour l'entreposage des palettes et des consommables ;
- 1 hall de réception ;
- des locaux techniques divers (local incendie, chaufferie, etc.) et des bureaux et locaux du personnel ;
- à l'extérieur se trouvent un parking pour véhicules légers, deux réserves d'eau de 500 m³ (1 000 m³ au total), un bassin de rétention de 500 m³ et un bassin d'orage de 1 200 m³.

Le bâtiment est utilisé pour le stockage de produits agropharmaceutiques, conditionnés en emballages unitaires (sacs, bidons...), disposés sur des palettes ou en big-bags. Ces produits ne sont en aucun cas stockés à l'extérieur du bâtiment. Aucune fabrication et aucun reconditionnement de produit n'ont lieu sur le site.

Il n'y a pas d'atelier d'entretien du matériel. Les locaux techniques présents sont les suivants :

- une chaufferie, qui comporte une chaudière au fioul et une cuve de fioul de 5 m³ ;
- un local de charge des batteries des chariots électriques utilisé pour la manutention des produits ;
- un local électrique (le site est alimenté en 380 V triphasé via un transformateur) ;
- un local incendie comprenant l'ensemble du système d'extinction automatique incendie ;
- un local "froid" destiné à la conservation de produits de lutte biologique en dormance (de type œufs d'insectes ou champignons ... produits non étiquetés dangereux et non répertoriés dans la nomenclature des installations classées) ; un groupe frigorifique se situe en extérieur du local en toiture ou façade du bâtiment ;
- un local "emballages endommagés ", destiné à recevoir les produits défectueux.

TITRE II - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 6 : INVENTAIRE DES PRODUITS PRÉSENTS DANS L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

cf. ANNEXE 2 CONFIDENTIELLE

Article 7 : BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) à la suite d'un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

Les stockages et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

À l'intérieur du bâtiment, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel, ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

La structure du bâtiment est incombustible, de type poutres poteaux en béton armé. Le sol de l'ensemble du bâtiment est en béton armé. La stabilité au feu de la structure est d'au moins une heure.

Les différentes parties du bâtiment respectent les dispositions constructives suivantes :

Volumes du bâtiment	Murs intérieurs	Murs extérieurs	Toitures	Portes
Cellules de stockage de produits agro-pharmaceutiques et la cellule d'entreposage	Béton armé REI 120 (coupe-feu 2 heures) pour les murs intérieurs entre cellules et autres parties du bâtiment, et pour les murs donnant vers l'extérieur. Façades extérieures recouvertes de plus d'un bardage acier avec isolation par laine de roche.		Matériaux de support M0 Isolant thermique M0 ou M1	Pas de communication intérieure entre cellules. Portes donnant vers l'extérieur du bâtiment EI60 (coupe-feu 1 heure) et vers le hall de réception EI120 (coupe-feu 2 heures)
Locaux techniques	Béton armé REI 120 (coupe-feu 2 heures)			Portes donnant vers l'extérieur du bâtiment EI60 (coupe-feu 1 heure), sinon portes EI 120 (coupe-feu 2 heures)
Bureaux et locaux du personnel	Béton armé REI 120 (coupe-feu 2 h) sauf murs intérieurs entre bureaux et locaux du personnel constitués de simples cloisons.	Béton armé REI 120 (coupe-feu 2 h)	Matériaux de support M0 Isolant thermique M0 ou M1	Portes donnant vers l'extérieur EI 60 (coupe-feu 1 heure) et munies de ferme portes pour celles donnant vers le hall de réception.

Lorsqu'il y en a, l'isolant thermique des murs et des toitures est réalisé en matériaux de classe A1, A2 ou B (M0 ou M1) de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe et l'indice Broof(t3) (T 30/1).

Les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche placée le long des parois séparatives peut assurer cette protection, sous réserve de justification.

Si les murs extérieurs n'ont pas un degré coupe-feu 1 heure, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs, sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne doivent pas, lors d'un incendie, produire de gouttes enflammées.

Article 8 : SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES DE DANGERS

Les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

cf. ANNEXE 2 CONFIDENTIELLE

Article 9 : DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

Les dispositions de l'article 7.8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'analyse des risques réalisée par l'exploitant dans l'étude de dangers de l'établissement.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Les principaux moyens d'intervention en place dans les différentes parties du bâtiment sont les suivants :

Volume du bâtiment	Moyens d'intervention
Cellules agropharmaceutiques	<ul style="list-style-type: none">• Détection incendie• Extinction automatique à la mousse• Extincteurs• Bacs de sable et/ou produits absorbants
Cellule pour l'entreposage des palettes et consommables	<ul style="list-style-type: none">• Détection incendie• Extinction automatique à la mousse• Extincteurs• Bacs de sable et/ou produits absorbants
Hall de réception	<ul style="list-style-type: none">• Détection incendie• Extinction automatique à la mousse• Robinets d'incendie armés (RIA)• Extincteurs• Bacs de sable et/ou produits absorbants
Local froid Local de charge des batteries Local électrique Local incendie	<ul style="list-style-type: none">• Détection incendie• Extincteurs
Local emballages endommagés Local chaufferie	<ul style="list-style-type: none">• Détection incendie• Extincteurs• Bacs de sable et/ou produits absorbants
Bureaux et locaux du personnel	<ul style="list-style-type: none">• Extincteurs

Le local incendie est situé dans un angle du bâtiment, au nord ; il abrite le système d'extinction automatique (motopompe, réserve d'émulseur, canalisations...) et est accessible uniquement depuis l'extérieur (pas de porte intérieure vers les stockages). L'exploitant s'assure que l'accès à ce local est possible à tout moment. Les plans du site, l'état des stocks à jour, les fiches de données de sécurité, les consignes en cas d'alerte et tout document utile en cas d'intervention, ainsi qu'une lampe de secours à destination des services de secours sont rangés dans ce local, facilement accessibles et signalés. L'exploitant dispose à tout moment d'un autre exemplaire de ces documents.

Article 10 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Les dispositions de l'article 7.8.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum, les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée de deux bassins de 500 m³, représentant un volume total de 1000 m³, maintenus pleins en permanence (eaux pluviales) et pouvant être remplis en cas de nécessité avec de l'eau du réseau d'eau de ville ; ces deux bassins sont équipés de plateformes et d'accès pour pompage ;
- un système de détection automatique d'incendie dans les volumes précisés à l'article 9 du présent arrêté ;
- un système d'extinction automatique à la mousse dans les volumes précisés à l'article 9 du présent arrêté, constitué d'une motopompe de débit suffisant pour assurer le noyage de la plus grande cellule en moins de 5 minutes, d'une réserve d'émulseur en quantité suffisante pour éteindre la plus grande case (cellule d'agropharmaceutiques 500 t), majorée de 30 % et d'une réserve d'eau calorifugée d'au moins 100 m³ située à l'extérieur du bâtiment dans l'angle Nord ; la quantité réelle d'émulseur sera affichée de manière visible sur les parois du réservoir ; les justificatifs de dimensionnement du système d'extinction à la mousse sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les cellules de produits agropharmaceutiques nécessitant des agents d'extinction spécifiques compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés, doivent être signalées par un pictogramme signalant l'agent d'extinction ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées ; ils sont utilisables en période de gel ; leurs caractéristiques (type, nombre, positions, alimentation : circuits et pompes associés) seront justifiées dans une note tenue à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours.

Le dispositif d'extinction automatique à la mousse est conçu pour permettre le noyage d'une cellule en moins de 5 minutes. Il dispose de deux alimentations possibles : le circuit automatisé associé à la motopompe et à la réserve d'eau, et une alimentation manuelle depuis l'extérieur du local (canalisation avec vanne manuelle anti-retour à la cuve, permettant d'alimenter le circuit sans utiliser la motopompe).

Les moyens de lutte contre l'incendie doivent pouvoir fonctionner ou être utilisables à tout moment, même en cas de coupure générale de l'alimentation électrique ou en cas de gel. En particulier, la détection incendie est secourue par des batteries et la transmission des alarmes est sécurisée (tests périodiques de la ligne téléphonique, redondance ligne téléphonique/GSM...). Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie ; ils disposent d'une alimentation autonome en énergie (type groupe électrogène) en cas de panne du réseau électrique. La fermeture des portes coupe-feu est gravitaire ; l'exploitant s'assure que rien n'entrave jamais leur fermeture.

L'exploitant s'assure, par ailleurs, de la disponibilité opérationnelle permanente des ressources en eau du site, et notamment du maintien toujours plein des deux bassins de 500 m³, par la mise en place de sondes de niveau plein et la réalisation de rondes régulières de contrôles. Une procédure de gestion des bassins est mise en place. Ces bassins, ainsi que la réserve d'eau de 100 m³ associée au système d'extinction automatique à la mousse, peuvent être remplis rapidement, si nécessaire, avec de l'eau du réseau d'eau de ville.

Toute défaillance du système de détection incendie et/ou du système d'extinction automatique doit pouvoir être immédiatement détectée et signalée. Dans ce cas, un contrôle des installations doit être mené et une surveillance du stockage doit être assurée jusqu'à la remise en service du système de détection.

Les extincteurs et les RIA sont vérifiés annuellement. L'ensemble du système d'extinction automatique est vérifié au moins tous les six mois, excepté l'émulseur qui est contrôlé tous les cinq ans. Les contrôles effectués sont consignés dans un registre.

Un exercice d'extinction automatique à la mousse est réalisé tous les 3 ans, de façon à tester en grandeur réelle l'efficacité de la détection incendie, de l'extinction automatique et le maintien des caractéristiques de la mousse à haut foisonnement. Un premier exercice est réalisé à la mise en service des installations, puis tous les trois ans.

Les deux bassins constituant la réserve d'eau incendie sont protégés du bâtiment de stockage, afin de ne pas exposer leur accès au rayonnement en cas d'incendie : distance entre les bassins et le bâtiment supérieure au rayon du flux thermique en cas d'incendie à 3 kW/m² et/ou présence d'écrans de type merlons ou dispositifs équivalents.

Article 11 : RÉTENTIONS

Les dispositions de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont complétées par les dispositions suivantes :

Le circuit de récupération des eaux d'extinction dans le hall est muni d'un siphon pare-flammes et d'anti-retours.

Article 12 : PLAN D'OPÉRATION INTERNE

Les dispositions de l'article 7.8.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007 sont complétées par les dispositions suivantes :

Le plan d'opérations interne est actualisé dans les 3 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral afin de prendre en compte les modifications apportées, notamment la présence du système d'extinction automatique du hall.

TITRE III – ABROGATIONS

Article 13 : ABROGATION

Sont abrogés :

- L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-121-0014 du 30 avril 2012 ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire n° BECP2017255-0001 du 12 septembre 2017 ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021197-0001 du 16 juillet 2021 ;
- L'article 3.2.5 « Quantités maximales rejetées » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 07-3642 du 10 octobre 2007.

TITRE IV – PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

Article 14 : NOTIFICATION DE L'ARRÊTÉ ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE.

Une copie sera adressée à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de FONTAINE-MACON pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de FONTAINE-MACON, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 15 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Fontaine-Mâcon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 05 AVR. 2022

Le préfet



Stéphane ROUVÉ

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée .

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.